

---

## *Synthèse de documents*

---

**SUJET :** Echech de la COP26 : tous responsables ?

**Consignes :**

- L'objectif du présent devoir est de répondre à la question formulée ci-dessus en vous appuyant sur les documents suivants.
- Les arguments développés utiliseront les documents en évitant le piège de la paraphrase et pourront être enrichis par des éléments d'actualité.
- Le développement sera divisé en 2 ou 3 parties clairement apparentes. Une attention particulière devra être accordée aux transitions entre les arguments et entre les parties.
- Ne perdez pas de temps à présenter et à citer les documents.

**Document n°1 :**

*Colère des pays pauvres, jets privés et "greenwashing" : la COP26 face à la peur de l'échec | L'Express | 08-11-2021*

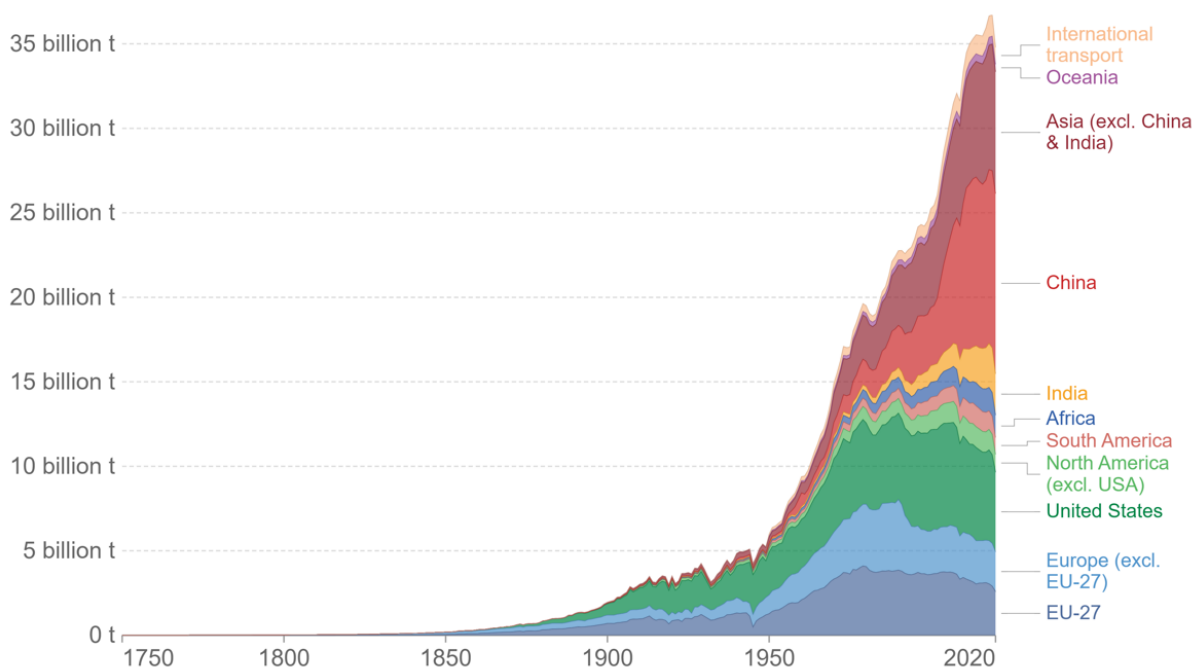
Avant même l'ouverture de la COP26, le 31 octobre, la peur planait sur Glasgow. La peur d'un échec retentissant dans ce qui était présenté - sûrement à tort - comme la "COP de la dernière chance". Scientifiques, militants et observateurs craignaient une nouvelle déconvenue, Etats et gouvernements retenaient leur souffle pour éviter un fiasco retentissant. Après une semaine de négociations, des engagements ont été pris pour éviter à la planète le réchauffement "catastrophique" prédit par l'ONU. Mais, comme les promesses restent parfois lettre morte, les appels à l'action redoublent tandis que les pays pauvres crient à l'injustice.

Renforcement des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Inde, du Brésil ou de l'Argentine, engagement d'une centaine de pays à réduire leurs émissions de méthane, promesses de sortie du charbon, accord sur la réduction de la déforestation.... Certains n'hésitent pas à déjà parler d'un événement réussi. "Je n'ai jamais, dans les premiers jours d'une COP, compté autant d'initiatives et autant d'argent mis sur la table", s'est réjoui l'émissaire américain John Kerry. Un porte-parole de l'organisation britannique de la COP a également indiqué que la première semaine a connu "un réel élan pour l'action climatique". Un échec ? Quel échec ?

L'état des lieux est alléchant, mais peut être trompeur. Malgré ces annonces, les observateurs dénoncent un gouffre entre ces proclamations et les réductions d'émissions de CO<sub>2</sub> à atteindre pour tenir les objectifs de l'accord de Paris : maintenir la hausse des températures par rapport à l'ère préindustrielle sous la barre de +2°C, voire +1,5°C. Qui aurait pu imaginer que la Chine, puis l'Inde, s'engageraient à la neutralité carbone ? Leur objectif est toutefois plus lointain que la date de 2050 prônée par les scientifiques pour espérer limiter le réchauffement à +1,5°C. A l'opposé de John Kerry et des Britanniques, la militante suédoise Greta Thunberg n'a pas hésité à qualifier la COP26 "d'échec".

**Document n°2 :**

*Emission annuelle de CO<sub>2</sub> à partir énergie fossile et du ciment, par région du monde | Global Carbon Project | 2021*



**Document n°3 :**

*Nigeria : COP26 : Plus de défis pour l'économie nigériane alors que 25 pays s'unissent contre les combustibles fossiles | News FR 24 | 10-11-2021*

Il ne fait aucun doute que le pétrole est le moteur de la croissance du Nigeria puisqu'il représente environ 65 pour cent des recettes publiques et plus de 90 pour cent des recettes en devises.

En 2010, lorsque le prix du pétrole a atteint un niveau record de 110 dollars le baril, la croissance économique du Nigeria était de 11,3 %. En 2020, le pays a connu sa récession la plus profonde depuis deux décennies, mais la croissance a repris en 2021 alors que les restrictions liées à la pandémie ont été assouplies et que les prix du pétrole se sont redressés, et que les autorités ont mis en œuvre des politiques pour contrer le choc économique.

Bien que la bataille pour une relance économique globale ait été un objectif majeur de l'administration dirigée par le président Muhammadu Buhari, la nation a reçu un grand choc jeudi lorsque 25 pays et institutions financières publiques ont annoncé leur engagement à mettre fin au financement des projets d'énergie fossile à l'étranger d'ici 2022. Ils se sont engagés à porter leur attention sur l'énergie propre. L'annonce est intervenue à l'occasion de la journée de l'énergie COP26 à la Conférence des Nations Unies sur le climat en cours à Glasgow, au Royaume-Uni.

Une déclaration publiée conjointement par ces parties, y compris les États-Unis, l'UE, le Royaume-Uni et le Canada, a noté que l'action a été informée par la mission d'aligner leur soutien public international vers la transition énergétique propre et hors des combustibles fossiles sans relâche.

Les signataires de l'engagement comprennent également l'Éthiopie, les Fidji, la Finlande, la Gambie, l'Italie, le Mali, les Îles Marshall, la Nouvelle-Zélande, la Moldavie, le Portugal, la Slovénie, le Soudan du Sud, la Suisse et la Zambie.

La déclaration a également été soutenue par cinq banques publiques, dont la Banque de développement de l'Afrique de l'Est et la Banque européenne d'investissement, avec un plan visant à mobiliser 17,8 milliards de dollars par an pour la transition énergétique propre et maintenir 1,5°C en vie. Le communiqué indique que les pays donneront la priorité à leur soutien à la transition énergétique propre, en utilisant leurs ressources pour améliorer ce qui peut être fourni par le secteur privé.

Avec cette annonce, de nombreux pays des économies en développement qui dépendent principalement des combustibles fossiles pourraient être sujets à des défis financiers dans les prochains jours.

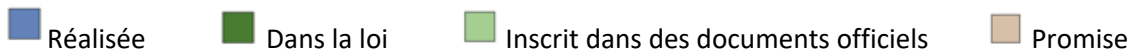
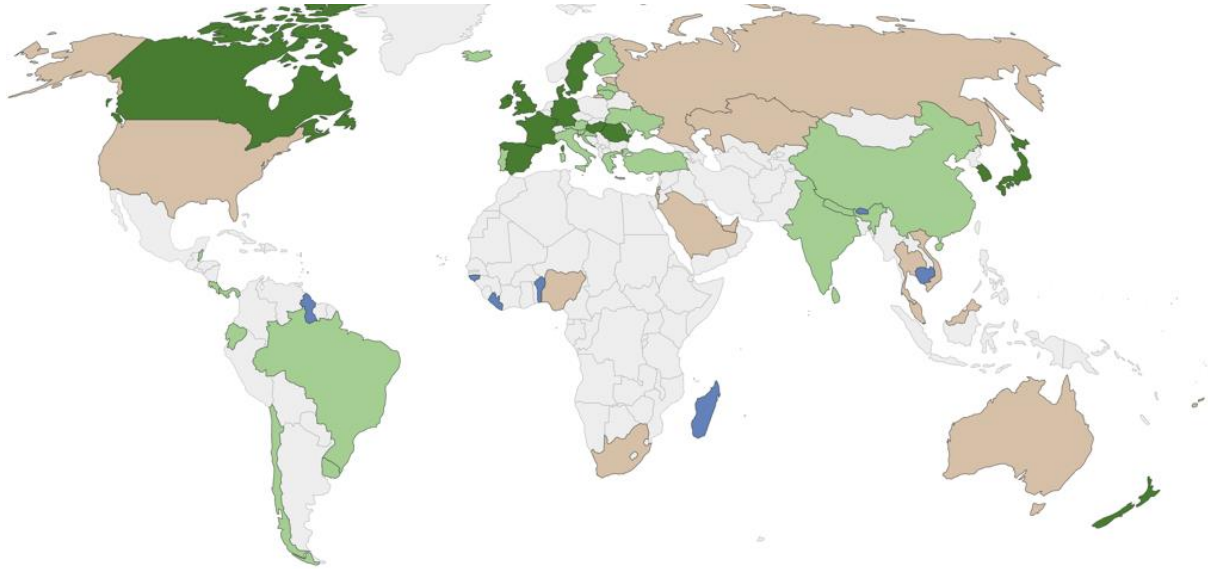
Bien que le président nigérian se soit fixé un objectif de zéro émission nette d'ici 2060 dans sa déclaration de pays lors du sommet des dirigeants mondiaux mardi, les réalités actuelles du pays ne favorisent pas cette ambition. La Banque mondiale a signalé que le Nigéria était très vulnérable aux perturbations économiques mondiales causées par COVID-19, en particulier en raison de la baisse des prix du pétrole. Le pétrole représente plus de 80 pour cent des exportations, un tiers du crédit du secteur bancaire et la moitié des recettes publiques.

En 2018, 40% des Nigériens (83 millions de personnes) vivaient en dessous du seuil de pauvreté, tandis que 25% (53 millions) étaient vulnérables. Le nombre de Nigériens vivant en dessous du seuil international de pauvreté devrait augmenter de 12 millions entre 2019 et 2023. Des experts ont précédemment soulevé des questions sur le réalisme de l'engagement du Nigeria.

**Document n°4 :**

*Pays avec des objectifs de neutralité carbone | Net Zero Tracker | 02-11-2021*

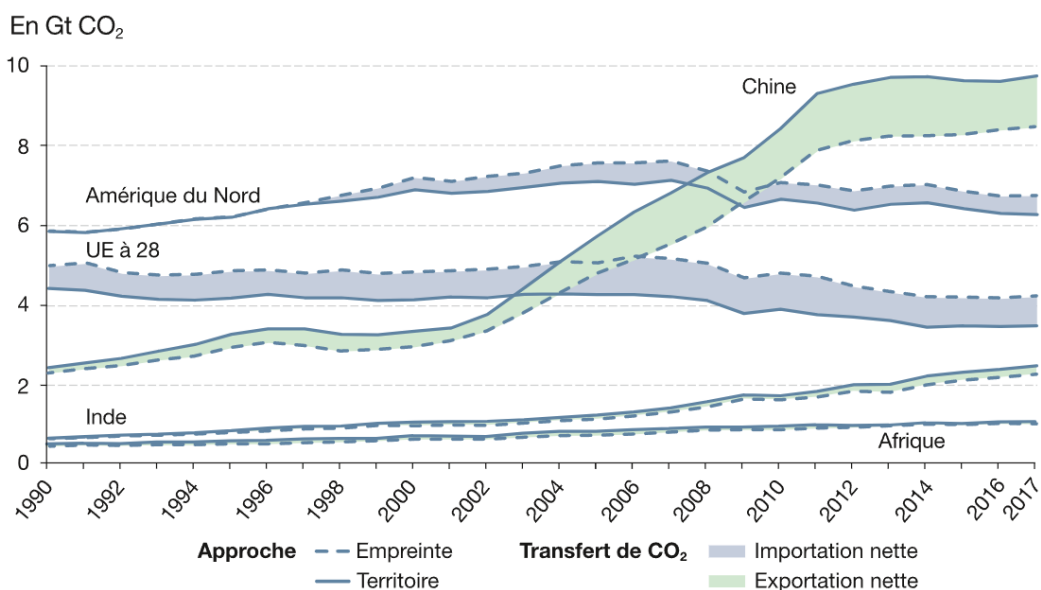
Neutralité carbone : équilibre entre les émissions de carbone et la capacité d'absorption du carbone *via* des puits de carbone naturels (forêts, tourbes,...) ou artificiels.



**Document n°5 :**

*Empreinte carbone et émissions territoriales | DataLab – Les chiffres clés du climat | 2021*

L’empreinte carbone, à distinguer des émissions territoriales de CO<sub>2</sub>, est un calcul des gaz à effet de serre (GES) induits par la demande finale intérieure du pays (consommation finale et investissements). L’empreinte est constituée par les émissions directes des ménages (logements et voitures), les émissions de la production nationale (hors exportations) et les émissions des activités économiques étrangères dont la production est destinée aux importations du pays.



Entre 1990 et 2017, les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la combustion d'énergie de l'OCDE ont progressé de 5 % selon l'approche territoire et de 10 % selon l'approche empreinte. Sur cette période, elles ont diminué de 21 % dans l'UE à 28 suivant l'approche territoire et de 15 % suivant l'approche empreinte. En revanche, elles ont triplé en Chine, quelle que soit l'approche.

En 2017, les émissions par habitant en Chine étaient presque équivalentes à celles de l'UE à 28 selon l'approche territoire (environ 7 t CO<sub>2</sub>/hab/an). En revanche, selon l'approche empreinte, les émissions par habitant sont 20 % plus faibles en Chine que dans l'UE à 28, et plus de 40 % plus faibles que la moyenne de l'OCDE (6 t CO<sub>2</sub>/hab/an en Chine, contre 8 t CO<sub>2</sub>/hab/an dans l'UE et 11 t CO<sub>2</sub>/hab/an en moyenne dans l'OCDE).

**Document n°6 :** *Derrière les chiffres COP26 : 100 milliards de dollars, pourquoi c'est raté (et flou) | RTBF.be | 12-11-2021*

En collaboration avec Romain Weikmans, enseignant à l'Université Libre de Bruxelles et spécialiste des politiques climatiques, nous nous penchons sur la question à 100 milliards de dollars. Ce montant de 100 milliards de dollars annuels est censé être mobilisé par les pays riches pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux conséquences du dérèglement climatique.

### **D'où vient cet engagement ?**

Ce montant a été fixé au sommet de Copenhague en 2009, lors de la 15e Conférence des Parties (COP15) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Les pays développés devaient soutenir les pays pauvres à hauteur de 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020. A Paris, en 2015, cette promesse a été étendue jusqu'à 2025. Et à Glasgow, les pays ont commencé à négocier un objectif pour après 2025.

### **Est-ce que cet engagement a été tenu ?**

Cet engagement n'a pas été tenu. Et tout le monde est d'accord là-dessus, même les pays riches. Le projet de texte de résolution pour la COP26 diffusé mercredi dernier "*relève avec regret*" l'incapacité des pays développés à tenir leur promesse de mobiliser, à compter de 2020, quelque 100 milliards d'aide financière climatique annuelle aux pays pauvres, qui sont souvent les moins pollueurs mais les plus exposés au changement climatique. Le brouillon ne propose cependant pas de solution claire pour remplir cet objectif. Les pays riches assurent désormais pouvoir honorer leur engagement à partir de 2023, selon un nouveau "plan de livraison".

L'échec est avoué, mais sa hauteur varie selon les sources. D'après l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique, le "club des pays riches", en 2019, on en serait à près de 80 milliards au lieu de 100. D'après l'ONG OXFAM, les vrais montants alloués au climat pour ces pays en développement seraient bien plus faibles : un peu plus de 20 milliards par an.

Les données de 2020 ne seront pas disponibles avant 2022, "*en raison des délais de communication officielle des différents ensembles de données*", explique l'OCDE.

### **Pourquoi ce flou ?**

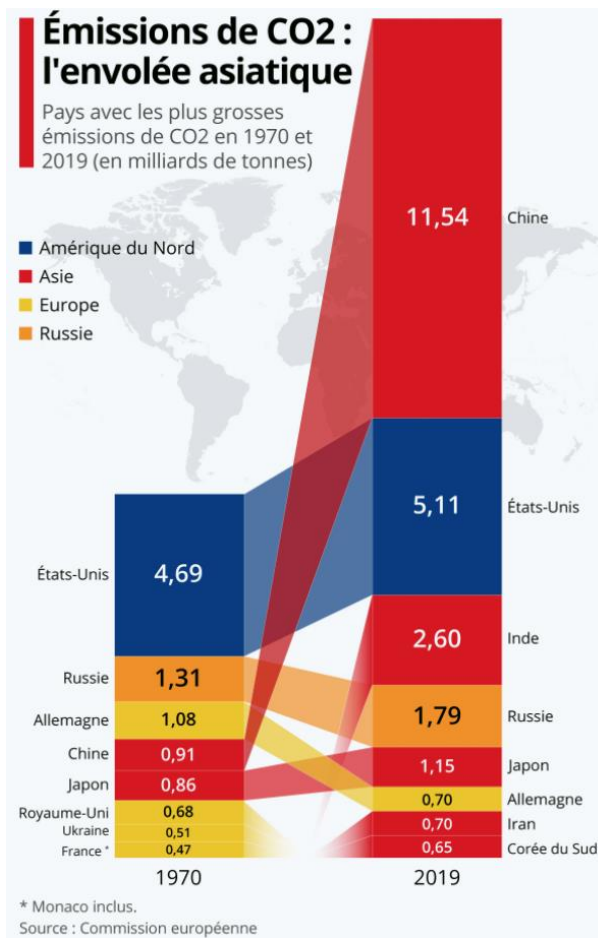
La comptabilité est bancaire depuis le début. Elle ne fait pas la différence entre les prêts et les dons. Or, un prêt, il faut le rembourser. Placer sur un même pied argent prêté et argent donné n'a pas de sens. Deux tiers des montants sont d'ailleurs fournis sous forme de prêt.

L'argent public et les fonds privés sont également mis dans le même paquet. L'argent public est censé s'ajouter à l'aide au développement habituelle : les fonds doivent être "nouveaux et supplémentaires", comme cela a été promis depuis 1992. Mais souvent, les Etats réaffectent juste une partie de l'aide au développement vers des domaines qui relèvent du financement climatique.

**Documents n°7 :**

*Les pays qui émettent le plus de CO2 : il y a 50 ans et aujourd'hui | Commission Européenne, infographie Statista | 26-11-2020*

*Le classement des pays les plus pollués | Save4Planet | 2021*



MONDE ENTIER 2017	Emission CO2 en Milliards de T	Emission CO2 en %	Emission CO2 par habitant
	32,84	100 %	4,37
CHINE	9,26	28,2%	6,68
ÉTATS-UNIS	4,76	14,5%	14,61
INDE	2,16	6,6%	1,61
RUSSIE	1,54	4,7%	10,64
JAPON	1,13	3,4%	8,94
ALLEMAGNE	0,72	2,2%	8,70
CORÉE DU SUD	0,60	1,8%	11,66
IRAN	0,57	1,7%	6,99
CANADA	0,55	1,7%	14,99
ARABIE SAOUDITE	0,53	1,6%	16,16
INDONÉSIE	0,50	1,5%	1,88
MEXIQUE	0,45	1,4%	3,62
BRÉSIL	0,43	1,3%	2,04
AFRIQUE DU SUD	0,42	1,3%	7,43
AUSTRALIE	0,38	1,2%	15,63
TURQUIE	0,38	1,2%	4,71
ROYAUME-UNI	0,36	1,1%	5,43
ITALIE	0,32	1,0%	5,31
FRANCE	0,31	0,9%	4,56